

FEUILLE D'AVIS DE NEUCHÂTEL

Journal de Neuchâtel, du canton et des régions avoisinantes

ABONNEMENTS

1 an 6 mois 3 mois 1 mois
SUISSE, franco domicile 24.- 12.- 6.- 2.10
ETRANGER: Mémes tarifs qu'en Suisse (majorés des frais de port pour l'étranger) dans la plupart des pays à condition de souscrire à la poste du domicile de l'abonné.

ANNONCES Bureau: 1, rue du Temple-Neuf
18 c. le millimètre, min. 4 fr. Petites annonces locales 12 c., min. 1 fr. 20. - Avis tardifs et urgents 35, 47 et 58 c. Réclames 60 c., locales 35 c. Mortuaires 20 c., locaux 16 c.
Pour les annonces de provenance extra-cantonale: Annonces Suisses S. A., agence de publicité, Genève, Lausanne et succursales dans toute la Suisse

L'ACTUALITE

OÙ LA NEUTRALITÉ N'EST PAS EN CAUSE

Notre correspondant de Berne nous écrit:

Nous avons lu et entendu d'étranges commentaires à propos des conversations de M. Secrétan à New-York et de l'échange de lettres qui en fut la suite. Certains esprits, qui semblent vouloir recueillir l'héritage de la trop fameuse «Ligue pour l'indépendance de la Suisse»...

pour quinze ans. Il n'est remis en cause qu'en 1935, lorsque éclate le conflit italo-éthiopien.

La S. d. N. impuissante à empêcher la guerre, décrète les sanctions économiques prévues par l'article 16 du pacte. La Suisse participe à cette action, inefficace d'ailleurs, mais se rend aussitôt compte des complications et des risques que son concours peut provoquer.

La Suisse n'est pas en mesure, vu sa situation unique, de s'accorder d'un système facultatif de sanctions. Sa neutralité ne doit pas dépendre des circonstances; elle est donnée une fois pour toutes.

Cette thèse fut admise et le conseil de la S. d. N. vota une résolution déclarant que la Suisse ne serait plus invitée à participer en aucune manière à la mise en œuvre des dispositions du pacte relatives aux sanctions.

En 1918, M. Calonder, alors président de la Confédération, signe une lettre adressée à M. Clemenceau pour présenter, en quelque sorte, la candidature de Genève comme siège de la S. d. N.

Elle négocie à Londres et obtient d'être déliée de toute obligation militaire d'ordre international. Elle s'engage, en revanche, à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger et défendre elle-même sa neutralité.

POUR AMADOUER LES FRANÇAIS QU'IL ASPIRE A DIRIGER

M. Thorez affirme que son parti ne suit pas le chemin de Moscou

Il propose la création d'un parti ouvrier français qui serait à la tête d'une démocratie nouvelle et populaire

En politique étrangère, le chef communiste souhaite une entente entre Anglo-Saxons et Russes

LONDRES, 18 (A.F.P.). — Dans une interview accordée au «Times», Maurice Thorez, vice-président du conseil, expliquant les raisons qui ont valu au parti communiste son succès aux élections du 10 novembre...

Le parti ouvrier français
Et le vice-président du conseil ajoute:

Le parti ouvrier français, que nous proposons de constituer par la fusion entre communistes et socialistes, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire.

QUAND LE LOUP FAIT L'AGNEAU

Les revirements successifs du parti communiste n'inspirent guère confiance

De notre correspondant de Paris par téléphone

Ce n'est pas encore demain qu'un successeur virtuel sera trouvé à M. Georges Bidault. Invités par les communistes à participer à la future majorité gouvernementale...

Quant aux communistes, ils ont une fois de plus modifié leur tactique et par la bouche de M. Maurice Thorez défini leur nouvelle ligne politique.

Tous les chemins ne conduisent pas à... Moscou!

En ce qui concerne le socialisme, M. Thorez fait les remarques suivantes: Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions...

Les magasins de chaussures américains pris d'assaut



Dès que le gouvernement des Etats-Unis eut décidé la suppression du contrôle des prix, en ce qui concerne les chaussures, les magasins ont été littéralement pris d'assaut.

Dans la session ordinaire d'automne qui s'est ouverte hier

Débat d'idées au Grand Conseil neuchâtelois sur la situation financière de l'Etat

Partisans de l'équilibre budgétaire et adeptes d'une politique de dépenses se sont affrontés lors de la discussion générale sur le budget de 1947

La session d'automne s'est ouverte hier à 14 h. 15; elle est présidée par M. Paul Lozeron, président, dont la voix est amplifiée par le haut-parleur; un nouveau député, M. Sermet (soc.) est assesseur. Il s'agit de remplacer un membre de la commission de recours en matière fiscale.

Le budget

Lecture est donnée de quelques lettres, l'une émanant en particulier des Neuchâtelois de Bâle qui s'en tiennent au drapeau rouge-blanc-vert, puis on passe à l'objet principal de l'ordre du jour, le budget. M. Edgar Renaud, conseiller d'Etat, apporte quelques précisions au sujet du rapport dont nous avons donné les grandes lignes.

prover le budget. Il stigmatisa les conservateurs qui se réclament de l'orthodoxie financière et veulent faire de l'Etat un vieux personnage avare et traître, que l'Etat, c'est-à-dire la collectivité, doit avoir toujours davantage de tâches à remplir, notamment dans le domaine de la construction et des œuvres sociales.

Une offensive en règle de la gauche
M. Fritz Eymann (soc.) se rallie au contraire à la plupart des remarques de M. Ch. Roulet et il s'élève contre le rapport du département des finances.

M. Ch. Roulet et il s'élève contre le rapport du département des finances. M. Edg. Renaud: Pardon! du Conseil d'Etat!

M. Eymann pose une question à laquelle il aimerait avoir une réponse claire: quel était l'excédent net des recettes sur les dépenses en 1946? La question s'adresse au président et au rapporteur de la commission des finances qu'il critique assez vivement (bruits). L'orateur s'élève contre ceux qui créent le pessimisme et qu'il saura bien dénoncer.

M. Favarger (lib.) intervient pour déclarer que ce genre de question de députés à députés est contraire au règlement. Ce « bloc enfarniné » ne lui dit rien qui vaille! (rires à droite).

que la situation financière du nôtre est la meilleure — sauf la question du passif. Pourquoi alors jeter le trouble dans le pays par des considérations tendancieuses et peu démocratiques? Il ne faut pas croire d'ailleurs que tous les bourgeois et tous les conservateurs soient d'accord avec cette méthode.

M. Eymann remarque aussi, citant Beveridge et Wallace, qu'il faut redistribuer les richesses et ne plus les enfermer dans de petites caisses: cela vaut pour les particuliers autant que pour la collectivité. Il faut faire de l'économie dirigée et prendre l'argent où il est. Cela se pose aussi dans le canton de Neuchâtel: le rapport du département manque également de « tableaux » à cet égard.

M. Edg. Renaud proteste une nouvelle fois: ces tableaux existent, M. Eymann estime que les réserves de l'Etat pourraient être remises dans le circuit économique où leur apport serait le bienvenu (applaudissements sur les bancs populistes). L'orateur analyse les causes du passif: les grosses fautes, ce n'est pas du côté de la classe ouvrière qu'il faut les rechercher...

A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les « rebelles » travaillistes critiquent la politique étrangère du gouvernement

M. Attlee leur répond au nom du cabinet Les amendements déposés par les dissidents sont repoussés à une grosse majorité

LONDRES, 18 (Reuter). — Les « rebelles » du parti travailliste ont pris la parole aux Communes, lundi après-midi, pour exposer leur point de vue. Les travaillistes dissidents ont formulé leurs critiques envers la politique étrangère du gouvernement dans un amendement à la résolution prise à la suite du discours du trône.

Le sens de la motion

Le premier porte-parole des « rebelles », M. Crossmann, journaliste et membre de la commission anglo-américaine pour la Palestine, motive la motion. Il exprime l'espoir que le gouvernement modifiera sa politique étrangère afin d'encourager la collaboration avec toutes les nations et groupes de nations qui sont favorables à une planification socialiste complète et au contrôle de la richesse dans le monde afin que les buts du socialisme démocratique et constructif puissent être atteints.

J'ECOUTE...

Responsables
Autres longitudes, autres latitudes, autres mœurs. Il faut croire que les parents californiens sont plutôt dociles. Ils acceptent, à San-Francisco, que les tribunaux puissent les astreindre à suivre des cours spéciaux, au cas où leurs rejetons viendraient à donner du fil à retordre à la justice du pays.

Le premier avion à réaction pour passagers franchit la Manche

PARIS, 18 (Reuter). — Le premier avion à réaction pour passagers, un appareil anglais Lancaster, a franchi lundi pour la première fois la Manche. Il a parcouru la distance Londres-Le Bourget en 50 minutes, soit à une vitesse horaire de 400 km.

M. Edouard Herriot candidat à l'Académie française

PARIS, 18 (A.F.P.). — On apprend que M. Edouard Herriot a décidé de poser sa candidature à l'Académie française, à la place rendue vacante par le décès d'Octave Aubry.

Le budget

M. Crossmann relève ensuite que la politique intérieure du gouvernement est en flagrante opposition avec sa politique étrangère. L'orateur parle ensuite du discours prononcé par M. Churchill à Fulton, aux Etats-Unis, discours qui a montré clairement, affirme le député, qu'une alliance anglo-américaine devait être conclue.









